

ANTIDOTE

n° 78 décembre 2008

L'HONNEUR DE LA FORESTERIE



EN

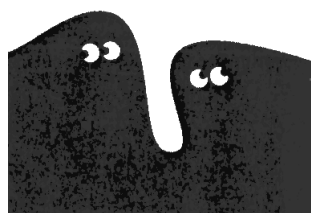
RESISTANCE

JOURNAL D'EXPRESSION LIBRE DES PERSONNELS FRANC-COMTOIS
DU SYNDICAT NATIONAL DES FORETS ET DE L'ESPACE NATUREL

Snyupfen
Union
Syndicale
Solidaires

SOMMAIRE

		Page
Editorial		1
Exemplaire		2 - 3
Les forestiers dans un jeu de quilles		4 à 6
Flux financiers		7
Le rouleau compresseur et les opposants		8
Côté Cadre		9
De drôles de méthodes		10
Vente de Gray à Gray		11
Brèves		12 - 13
Bouleversements dans le monde des mutuelles		14 à 16
Le SNU se fait une toile		17
Progrès pour les femmes, progrès pour tous		18 - 19
SST		20
Illuminations		21
Le moment des voeux		22
Noël au balcon		23
Salut Pierrot		24



La peur augmente les inégalités, entretient le racisme et la xénophobie ... elle sème les germes de nouvelles violences et de futurs conflits, selon le rapport 2007 d'Amnesty International.

La Confédération syndicale internationale constate de son côté que « le climat anti syndical se renforce en Europe » et rappelle que notre président avait « clairement laissé entendre son intention de museler les syndicats et d'entreprendre des réformes pro-marché ». Avec des relais locaux, nous y voilà.

EDITORIAL



RAISON GARDER

L'ancien président de la Bundesbank, cité par Alain Lipietz dans « la société en sablier », déclare à Davos en février 1996 : *“Les marchés financiers joueront de plus en plus le rôle de “gendarmes” (...) Les hommes politiques doivent comprendre qu'ils sont désormais sous le contrôle des marchés financiers et non plus seulement des débats nationaux.”*

En bon soldat François Fillon a récemment déclaré à l'Assemblée Nationale :

La Réforme de l'Administration Départementale de l'Etat (La RADE) n'a qu'un seul but « *moins de service, moins d'Etat, moins de personnels* ».

La population toute entière est victime de ces rites sacrificiels. Elle remboursera aussi les dettes de l'Etat en lieu et place des responsables de la crise financière.

Les temps sont durs pour tout le monde, c'est bien connu... Beaucoup rêvent de ces quelques très riches et seraient aussi très flattés si chacun de leur voisin était un peu moins bien loti qu'eux-mêmes.

Pour faire bonne mesure, les fonctionnaires sont confrontés à une individualisation des salaires et désormais en concurrence sur des postes de plus en plus précaires. On les parque aussi dans des fonctions spécialisées. Pour quelles rémunérations ? Depuis 2000 les salaires ont baissé de 9 % dans la Fonction Publique. Quand l'inflation galope et franchit la barrière des 3 %, la valeur du point d'indice progresse d'à peine 0,5 %. La réforme des retraites va amoindrir également la pension moyenne de plus de 20 %.

Hier, l'Etat fraternel et égalitaire aidait les communes. Aujourd'hui les flux financiers s'inversent et les communes sont contraintes d'aider un Etat élitiste, voire absent.

Il est désormais acté que l'Etat ne sera plus providentiel. Chaque commune, chaque individu vivra sur ses propres ressources. Au bout de cette logique il y a la fusion de communes et/ou une partition du territoire en autant de ségrégations sociales.

Il y aura bientôt 70 ans quelques héros de la résistance faisaient dérailler des trains sous la dictature nazie.

Aujourd'hui, à l'heure du « *contrôle* » des politiciens par les financiers, des supposés groupuscules d'extrême gauche s'attaquent aux TGV. Dans les deux cas ils sont qualifiés de terroristes par le pouvoir en place....

En Grèce les combats de rue nous rappellent la France de 2005. Il en est des violences urbaines comme des mouvements sociaux, leur fréquence désordonnée augmente et les acteurs sont de plus en plus aguerris.

Mais à l'ONF tout va bien, « *les finances sont saines* » dicit le DT de Bourgogne Champagne Ardennes qui a fait déloger les personnels de la DT par des CRS.

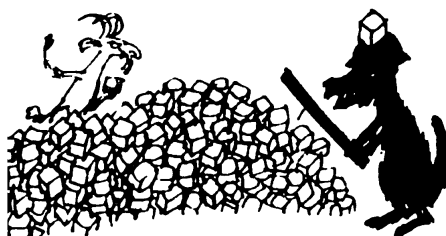
Avant-dernière citation :

« *Toute personne croyant qu'une croissance exponentielle peut durer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* ». L'économiste Kenneth Ewart Boulding (18/01/1910–18/03/1993).

La croissance exponentielle ? N'y a-t-on pas cru, à l'ONF ? Augmenter indéfiniment les bénéfices avec des emplois toujours moindres. La recette a fonctionné depuis 2002 malgré les dépressions de nombreux personnels.

En parlant de gains de productivité Jacky FAVREY illustrant les propos du patron de la Bundesbank : dit : « *Il nous faut aller plus loin* »

Pour 2009, le SNUPFEN vous souhaite moins de déprimés, moins de bénéfices et plus d'art de vivre.



Jacques DUCARME

EXEMPLAIRE

Exemplaire la lettre d'un maire d'une petite commune rurale et forestière du canton d'Amancey dans le Doubs, envoyée au président des COFOR, Christian COUTAL. Argumentée, responsable et citoyenne. Elle éclaire les vrais enjeux du moment.

Objet - votre position sur le blocage des ventes de bois.

Monsieur le Président,

La Commune de CROUZET-MIGETTE, qui n'est pas riche, a présenté un lot de bois résineux à la vente de Levier, laquelle a été empêchée par deux fois par des agents de l'ONF en colère contre la réforme qui est annoncée.

J'étais présent le 13 novembre à la salle des Fêtes de Levier et j'ai écouté avec attention les interventions du représentant des syndicats et la vôtre. Cette dernière m'a paru assez équilibrée ce jour là et j'ai apprécié que vous ne vous en preniez pas systématiquement aux agents qui, comme vous le feriez vous-même à leur place, cherchent à informer des dangers de cette deuxième réforme, pour nous tous, usagers, communes et personnels de l'Office.

Par contre, en lisant le journal E.R. de ce jour et les deux articles de P. Dornier relatant la nouvelle fronde des forestiers ayant à nouveau bloqué la vente, j'ai été surpris et déçu à la fois du ton et du manque de fond de votre intervention.

D'après vous, une seule chose compte : que les bois se vendent. Peu importe les circonstances et les conséquences de la réforme, on veut des recettes ! Avouez que ce raisonnement est un peu court, pour ne pas dire simpliste... Et c'est déroutant de la part d'un professeur d'économie qui devrait, c'est bien la moindre, voir un peu plus loin que le bout de son nez et se projeter sur ce que seront nos Communes quand le Gouvernement aura éloigné d'elles tous les services publics qui faisaient la force de notre pays depuis ... la fin de la guerre et le Conseil National de la Résistance mis en place par De Gaulle. Celui-ci doit bien se retourner dans sa tombe en voyant comment ceux qui se réclament vraisemblablement encore de lui, cassent systématiquement et brutalement le bel outil qu'il avait construit.

Certes, les temps ont changé, mais ce qui était possible il y a 50 ans, avec de plus modestes moyens, ne le serait donc plus aujourd'hui ? Au nom de quoi, sinon du profit, du capitalisme libéral qui nous mène inévitablement au chaos, vous le voyez et le savez mieux que quiconque ...

Certes, vous avez exercé et exercez peut-être encore dans le privé, et à ce titre pensez devoir défendre en priorité un système basé sur l'argent plutôt que sur une gestion raisonnée et durable. C'est dommage, car à toujours parler d'argent on finit par en être esclave et, dans le cas présent, tout sacrifier au bénéfice des marchands de bois, lesquels dirigent le marché, l'ONF, et désormais les Communes Forestières. La réforme leur convient bien sûr, car ils auront encore moins de contraintes puisqu'ils seront encore moins suivis. Mais les collectivités et les forêts y trouveront-elles leur compte ? Le voilà le fond du problème, que vous n'abordez jamais.

Depuis quelques années, on voit bien la tendance : en confinant les agents dans des tâches commerciales et administratives de plus en plus lourdes qui les éloignent du terrain, en faisant payer aux communes le moindre geste sortant de la mission "garderie" (d'ailleurs, nos forêts sont-elles réellement gardées ?

Voir la question des scolytes qui n'est plus traitée en amont avec les désastreuses conséquences que l'on a connues en 2003/2004), l'objectif est d'aller vers une privatisation à terme de l'Office. Et alors, quand elle sera effective, que serons nous ? Livrés à nous-mêmes, comme nous le sommes de plus en plus après le départ d'EDF, de F.Télécom, de la DDE, de la Poste, de l'école bientôt... nous devons nous retrousser les manches et/ou payer un cabinet privé qui n'assurera pas le long terme et se fera rétribuer grassement pour alimenter, peut-être, la spéculation. C'est cela que vous voulez ?

Il me semble que vous n'êtes pas Maire vous-même. Je le suis depuis 1977, c'est dire si je connais l'administration communale et si je l'ai vu évoluer. En trente ans, j'ai assisté à une dégradation sans précédent de la situation et à tous les niveaux. Ce qui se passe actuellement avec la RGPP, sans concertation aucune, est le coup de grâce. Désastreux et prémonitoire : on déménage le territoire rural à vitesse grand V pour rendre le fonctionnement des petites communes impossible et inventer ainsi la raison de les supprimer. Le pire est qu'il se trouve toujours quelques bonnes âmes pour se boucher yeux et oreilles et dire AMEN. C'est une lourde responsabilité car, la réforme passée, il sera difficile de revenir en arrière.

Ce que je livre ici est partagé par un grand nombre de collègues regroupés au sein de l'Association des Maires Ruraux, laquelle par la voix de son Président Daniel CASSARD vous a signifié son point de vue, fort différent du vôtre.

Réfléchissez, Monsieur le Président, c'est la survie du monde rural qui est en jeu, et au-delà, tout un équilibre villes-campagnes.

Là, on a pris un peu de hauteur, ou de recul, et on voit les choses autrement qu'avec le prisme pécuniaire, Nos enfants nous diront merci. Sans savoir que ce patrimoine qui leur est transmis a été sauvé par une poignée (150 tout de même à Levier) de syndicalistes courageux et, je le crois, désintéressés. Pourquoi ne le dites vous pas ?

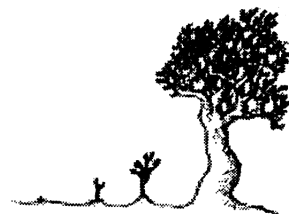
Vous souhaitant bonne lecture et longue méditation, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments cordiaux et à mon dévouement à la chose publique.

Jean-Pierre TONNIN



LES FORESTIERS DANS UN JEU DE QUILLES

En matière forestière le Grenelle de l'Environnement fait paradoxalement courir un risque à la gestion patrimoniale de ce milieu complexe. Comment en effet un forestier scrupuleux pourrait-il faire la part entre « *le marquer plus de bois tout en préservant mieux la biodiversité* » exigé de lui par l'ONF et les conclusions d'un rapport récent de l'Institut de Recherche pour l'Ingénierie de l'Agriculture et de l'Environnement (CEMAGREF)



De troubles et paradoxaux connivences se sont nouées entre d'une part l'ONF, les Communes Forestières (COFOR) et France Nature Environnement (FNE) de l'autre. En outre le recul général de l'Etat favorise la montée en puissance de nouveaux acteurs locaux alors qu'une pression accrue sur la ressource forestière s'exerce à l'occasion de l'installation de structures de transformation et de service aux collectivités nécessitant une contractualisation des approvisionnements ligneux.

Dans l'euphorique et précipitée préparation du Grenelle de l'Environnement et avec le souci de devenir un acteur incontournable dans la gestion des espaces naturels, la Fédération Nationale des Communes Forestières organise avec faste au Sénat des *Entretiens* de la Forêt Communale. Nous sommes en octobre 2007. A l'issue de ces rencontres le Bois International rend compte en ces termes de l'évènement : « *la forêt est devenue la lumière du Grenelle* ». Le communiqué final co-signé par l'ONF, les COFOR et FNE atteste en effet que quelque chose a eu lieu qui nous concerne tous. « *Produire plus de bois, tout en préservant mieux la biodiversité* ». Cette trouvaille sémantique, selon les termes du Bois International a « *bien entendu recueilli l'adhésion de chacun* ». Bien entendu ... Dans la foulée, le Grenelle de l'Environnement officialisera la formule qui deviendra la feuille de route de l'ONF, son dossier stratégique n° 1. Les COFOR respirent. Elles croient avoir gardé la main sur la gestion de leurs ressources naturelles et en devenir un acteur incontournable. La carte de visite que représente en effet « *La Fédération des ONG* » (dixit le Bois International), France Nature Environnement, constitue un habile contre feu préventif à toute contestation environnementaliste que ne manquera pas de susciter une faim grandissante de bois. Bien joué ! Mais bien joué pour qui ? Pour les communes ou pour l'industrie du bois en cours de redimensionnement en unités géantes qui, à terme, dicteront leurs conditions aux petites bonshommes verts que nous sommes (encore). Menacé d'asphyxie par l'Etat, le navire ONF tangue livrant des pans entiers de l'espace rural aux appétits d'acteurs locaux publics ou privés, plus au moins scrupuleux, plus ou moins républicains. Les joyaux de la couronne, selon la formule d'ancien régime, les forêts, font à nouveau rêver...

D'indispensables contre feux

Certains responsables des COFOR aux allures de marquis trouvent insupportable le sursaut de dignité forestière républicain actuel, et un discours anti-syndical assez rance pointe de ci de là dans leurs propos.

Autre contrariété, la belle construction qui, rappelons-le, a « *bien entendu recueilli l'adhésion de tous* », vient d'être ouvertement contestée par le CEMAGREF en novembre dernier. « *Le Grenelle de l'Environnement avait mis en avant ces deux objectifs (production et biodiversité), comme s'ils allaient de pair. Or il n'en n'est rien* » affirme sans détour cet organisme dans une étude où trente années de recherches en la matière ont été synthétisées. Les mousses, lichens, coléoptères et les champignons sont les plus menacés par la sylviculture. Cette dernière, à l'instar de celle pratiquée dans les forêts tropicales, réduit également la biodiversité des forêts européennes. (1)

Pavan SUKHDEV. Banquier indien chargé d'une étude mondiale sur la biodiversité. A la question : « Quels services écologiques faut-il protéger en priorité ? » répond : « les forêts, sans hésiter » (Le Monde 25 juin 2008).

Le rapport du CEMAGREF précise en outre que la durée de la restauration de la biodiversité forestière pourrait être supérieure à 60 années.

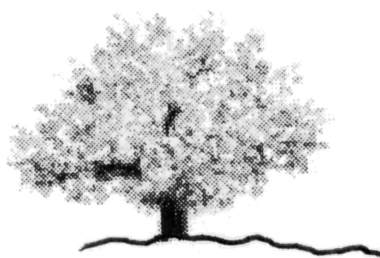
En l'espace de 20 ans, alors que le produit intérieur brut mondial doublait, 60 % des écosystèmes mondiaux étaient dégradés. Chiffre confirmé lors du forum mondial sur la biodiversité qui s'est tenu à KUALA LUMPUR (Malaisie), début novembre. La France y a défendu la création d'un groupe intergouvernemental d'experts sur la biodiversité calqué sur le modèle du Groupement Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), afin, comme le précisa la ministre française de l'enseignement supérieur et de la recherche, de disposer d'un « *mécanisme qui bénéficie de toutes les garanties d'indépendance et de transparence de fonctionnement* ». La transparence et l'indépendance de la recherche sont en effet les conditions des choix éclairés. (2) Et c'est bien ce que notre ancien Directeur Régional pointait dans sa conclusion à l'Ecoforum sur les écosystèmes forestiers qui eut lieu au printemps 2006, intitulé ; face aux changements environnementaux, sociétaux, économiques ; quelle gestion, quelle recherche pour la forêt de demain ? Michel BADRE, c'est de lui qu'il s'agit, conclua ainsi ; « *la crédibilité de l'expertise, dépend de sa liaison avec la recherche et du degré de confiance accordée par le public à l'expert* ».

La confiance, c'est bien de cela qu'il est ici question. (3)

Les COFOR en embuscade

« *Nous ne sommes plus une amicale* » proclame avec force le représentant Régional des COFOR, « *nous sommes reconnus comme une structure à part entière, écoutée au niveau national* ». Leur président national, plus hésitant, constate néanmoins ; « *il faut bien avoir une gestion de la forêt sur les 5 – 10 ans à venir, quand tout bouge dans ce secteur* » (4). Il le faut bien en effet, puisque l'Etat n'en donne plus les moyens à l'ONF. La Franche-Comté montre l'exemple. Elle a été retenue comme région pilote de la « nouvelle gouvernance » ONF/COFOR. Sous le regard attentif de la DG et de la toute nouvelle direction des affaires communales. Peut-être cela explique-t-il le zèle un brin provocateur du représentant régional des COFOR, Jacky FAVRET, de retour du Conseil d'Administration de l'ONF, ainsi que la martiale attitude de notre DT, droit dans ses bottes productivistes. Tous deux en parfait accord sur la nécessité de marquer plus de bois. (5)

A la mi novembre, un sénateur, il est vrai Alsacien, rappela finement à nos collègues en lutte qu' « *avant 1908, nous avions nos gardes forestiers communaux* ».



(2) Le 27 novembre dernier, les chercheurs tentent de bloquer le conseil d'administration du Centre National de la Recherche Scientifique qui se tient sous la protection des gardes mobiles. Au programme de ce CA ; démantèlement du CNRS et perte d'indépendance programmée de la recherche. Les chercheurs les plus remontés sont les biologistes. Chez nous on nous annonce sans rire que l'Inventaire Forestier National sera intégré à l'ONF « tout en assurant bien sûr l'indépendance et l'objectivité de la collecte et du traitement des données qui concernent l'ensemble des forêts françaises ». Lettre du DG à tous les personnels le 25/09/08.

(3) A la question sur les liens entre objectifs économiques et enjeux écologiques et sociaux du long terme, BADRE déclarait dans le Monde du 26 juillet 2002, en plein PPO . « L'Office a mis en place un bilan patrimonial ... fondé sur une évolution scientifique de la valeur patrimoniale des forêts. Le bilan patrimonial doit être le garant d'une réelle gestion durable » Six ans après, la messe est dite. Il n'est plus question que de volumes supplémentaires à prélever.

(4) Chahuté par sa base et en particulier les maires ruraux qui voient disparaître un à un les services de l'Etat permettant de disposer d'un minimum d'expertises non payantes et durables, il envoie une lettre salée au DG afin de le rappeler à ses responsabilités.

(5) Pour le DT, la Franche-Comté peut rapidement mettre deux fois plus de bois sur le marché. Quant à FAVRET, les volumes 2008 s'annonçant à la baisse, il demande des comptes à l'ONF. Réponse de l'ONF, « il y a du retard dans les planning des récoltes ».

Réponse de FAVRET à la réponse, « A surveiller donc ». A surveiller ?

Fric frac ligneux

En visite dans la Meuse en juin dernier nos collègues accueillirent fraîchement le Directeur technique et commercial de l'ONF, GAMBLIN. Et pour cause, il voulait leur apprendre à marteler plus de volume. La chasse aux gros bois était relancée. Après son départ Meusien, le N° 2 de l'ONF était affublé de l'étiquette de pilleurs de troncs. En Franche-Comté, notre DT se dit « *pas inquiet mais concentré* » et déclare « *qu'il faut exploiter, sortir les bois ...* » Pour notre Directeur Général dans sa lettre à tous les personnels, la formule magique du Grenelle de l'Environnement et des assises de la forêt se transforme stratégiquement en ; « *valoriser le bois comme matériau et comme énergie renouvelable tout en préservant mieux la biodiversité* ».

Concluons. L'obsession du court terme n'affecte pas seulement les marchés financiers, elle est devenue la loi d'un monde sans perspective. No futur.



FLUX FINANCIERS

Nous assistons actuellement à l'ONF à une inversion des flux financiers. L'Etat se désengage du financement de l'établissement et attend, au contraire, des dividendes de la part de l'ONF. L'équilibre budgétaire sera impossible à tenir dans les années à venir et nous met en péril.

Les reflux financiers

A propos du financement de l'ONF le DG répète sans cesse les mêmes mensonges « l'Etat ne se désengage pas, le versement compensateur est maintenu... »

Pourtant les chiffres parlent d'eux mêmes, le versement compensateur sera de 144 M€ en 2009 mais après les dernières décisions du DG il faut retrancher de cette somme :

- 25 M€ pour l'augmentation du taux de cotisation des pensions civiles en 2009 (40 M€ en 2010 et 60 M€ pour 2011 et au delà)
- 11 M€ par an pour l'intégration de l'IFN
- 50 M€ environ pour la soultte concernant le transfert des maisons forestières
- 20 à 40 M€ pour le transfert de la DG à Compiègne

Tout cela sans oublier les MIG (Missions d'Intérêt Générale) que l'ONF finance progressivement depuis le dernier contrat de plan (de 0 € en 2006 à 10 M€ en 2011, 7 M€ en 2009) plus l'inflation, car le versement compensateur est en € courant (soit 2 à 2.5 M€ par an).

L'ensemble représente 270 M€ versés sur 3 ans soit 90 M€ par an ou 62 % du versement compensateur.

L'ONF va perdre directement ou indirectement près des 2/3 du versement compensateur pour les 3 prochains exercices et le DG a le toupet d'affirmer que l'Etat ne se désengage pas. Plus le mensonge est gros plus il a de chance de passer.

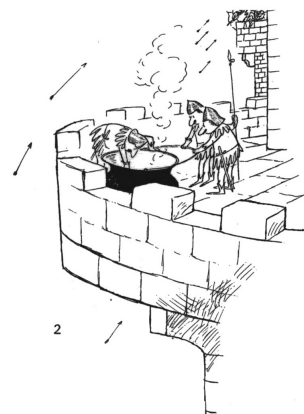
Le directeur de l'ONF coule son propre établissement (POD aime les métaphores maritimes) et il ose affirmer que ce sont les organisations syndicales qui dressent une vision apocalyptique de la situation. Pourtant ce financement en baisse sera compensé essentiellement par les suppressions de postes, ce sont donc des personnels moins nombreux qui devront augmenter la production et les recettes. Voilà la véritable signification du « produire plus ».

A propos des dividendes que l'ONF devra verser à l'Etat, le sujet est remis à plus tard, compte tenu des nouvelles contraintes budgétaires évoquées ci-dessus. Néanmoins le principe est acté et prochainement l'établissement devra reverser de l'argent à l'Etat. La boucle est bouclée, c'est une véritable inversion de flux et on peut en conclure que **hier l'ONF était au service de la forêt en général, aujourd'hui c'est la forêt qui passe au service de l'ONF.**



LE ROULEAU COMPRESSEUR ET LES OPPOSANTS

Ce n'est pas une fable ou un conte de Noël, depuis la fin septembre les personnels se sont dressés devant le rouleau compresseur de la DG (ou du gouvernement). Les actions et la détermination atteignent un niveau rarement connu à l'ONF. Dans un conte la fin est écrite, dans le mouvement qui nous oppose à la direction, la seule certitude c'est la fin de l'ONF si nous laissons la direction décider de l'avenir de l'établissement.

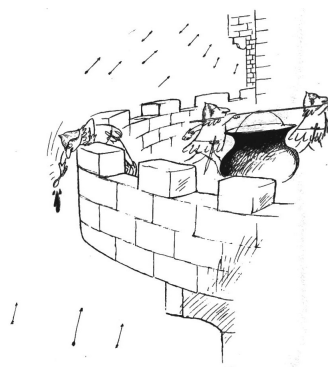


A nous d'agir pour ne pas subir

Depuis le 14 octobre et le blocage de la vente de Tronçais, les personnels sont dans l'action.

1 200 forestiers à Tronçais, 2 000 à Paris le 13 novembre et surtout 12 ventes bloquées sur l'ensemble du territoire dont 4 sur la DT, la mobilisation est forte. Au delà des manifs classiques, il y a un phénomène important à noter, c'est l'intensification et la radicalisation des actions : blocages généralisés et répétés des ventes et blocage des programmes de travaux. Pour la première fois les personnels perturbent longuement et fortement les finances de l'ONF.

Ce phénomène est dû au malaise profond des personnels qui résulte de la politique désastreuse du gouvernement et de la direction. Il faut que les personnels soient vraiment à bout pour s'en prendre ainsi à ce qui fait l'essence même du métier, il y a encore quelques années ces modes d'actions étaient inenvisageables.



La répression

La direction isolée, reste autiste, face à la grogne des forestiers. Le DG est aux ordres du gouvernement et il ne veut pas, pour l'instant, changer ses projets pour l'ONF. Face à la détermination des personnels, la direction brandit la menace ou le chantage. La pression monte sur les boycotteurs, sur les chefs d'UT, mais la menace produit l'effet inverse de celui recherché par la direction, elle a pour effet de braquer les personnels. Chacun campe donc sur ses positions.

Sortir par le haut

La direction est responsable de la situation actuelle, le DG va encore tenter d'inverser les rôles et de faire porter le chapeau du désarroi des personnels aux syndicats. Ces derniers ne se sont pas encore remis du PPO ou à peine, pour preuve le résultat de l'enquête climat social de 2005 qui était édifiant et dont la direction n'a pas voulu tenir compte. Le DG paye le prix de son entêtement, il veut culpabiliser les personnels alors qu'ils sont victimes de la politique qu'il mène à l'ONF.

Le clivage entre personnels et direction est plus important que jamais, pourtant il faudra, tôt ou tard sortir de cette crise. Les personnels sont déterminés, la mobilisation reste forte et les actions pénalisent réellement l'ONF.

La balle est dans le camp du DG, espérons qu'il ne marque pas contre son camp.



COTE CADRE

Lors du PPO, la réforme de 2002 pour les plus jeunes, les cadres A se sont épanouis. Ils voulaient moderniser l'établissement, reprendre le pouvoir et au passage emplir leurs tirelires : le PPO les a comblé. Seulement, depuis, ils prennent progressivement conscience des ravages de la transformation de l'ONF et la nouvelle étape que propose le DG ne les enchante guère.

2002, la réforme enchantée

Côté cadre le PPO était une bénédiction : besoin de reprendre la main sur les agents et les chefs de groupes techniques trop autonomes, envie d'introduire un management digne du privé à l'ONF, envie également de moderniser l'établissement (DQ, pilote, objectif... et le reste). Les cadres A ont enfanté et imposé, dans la douleur, la réforme.

Ils en ont profité pour s'octroyer primes, NBI et hausses de salaires, sous couvert de classement de postes, de responsabilité accrue et d'objectifs atteints.

Pour eux il y a eu quelques belles années car contre toute attente, les objectifs ont été dépassés, les cours des bois, clients P tout marchait bien, en apparence.

La mariée était trop belle

Tout a une fin et pour les cadres la lune de miel avec le DG semble se terminer. Beaucoup ne supportent plus qu'il décide seul, qu'il accepte la baisse du financement de l'Etat, la suppression de postes, les objectifs toujours à la hausse...

Chacun ressent, depuis cet automne surtout, qu'une distance se creuse entre la direction (DG, DT et directeurs d'agences) et le reste des managers. Le 13 novembre dernier des cadres A ont fait grève pour la première fois de leur carrière, certains d'entre-eux étaient présents à Paris.

En Lorraine des cadres ont interpellé le DT à travers un courrier dans lequel ils dénoncent le flou du projet du DG, les charges financières nouvelles imposées à l'établissement, les inquiétudes fortes de l'ensemble des personnels ou la remise en cause de l'existence de l'ONF à court terme.

Ils partagent désormais les mêmes inquiétudes que les personnels et leur constat face au projet du DG rejoint pour une grande part celui de l'intersyndicale. *

Au niveau des actions, par contre, des divergences existent encore. L'EFA-CGC (syndicat catégoriel des ex ITEF) ne souhaite aucune action à l'encontre de l'économie (blocage des ventes ou des programmes de travaux).

Néanmoins nous espérons que lors d'un prochain blocage de CTP ou lors d'une future AG, actions moins impliquantes, les cadres seront présents et s'exprimeront.

Notre intérêt commun reste la défense d'un ONF au financement pérenne, avec des personnels au service de la forêt publique.



* Dans le secteur privé, la violence des politiques managériales fait exploser les recours aux prud'hommes. Le licenciement pour « insuffisance professionnelle » et « insuffisance des résultats » est la cause principale des mises à pied. Selon des chercheurs, les cadres sont de plus en plus soumis à « un management de la performance » où la seule dimension de la capacité individuelle à atteindre ou pas les objectifs fixés, donne la mesure de l'échec ou de la réussite. La loi du 20 août dernier qui permet aux entreprises d'allonger la durée du travail des cadres ne fera qu'exacerber ces tentions.

DE DRÔLES DE MÉTHODES

Les milices patronales, vous connaissez ? Ce sont ces équipes d'ouvriers et de truands à la solde du patronat ayant pour but de détruire dans l'œuf tout mouvement syndical qui devient gênant. Assisté-t-on au début de ce type de méthodes à l'ONF ?

La question se pose lorsqu'on regarde la façon dont a été organisée la manif des OF du 11 décembre 2008.

1er épisode :

- le 1^{er} décembre, l'intersyndicale décide de bloquer la DT à partir du 8, si nous sommes assez. En fin de semaine, nous apprenons par des indiscrétions, que le syndicat FO ouvriers forestiers veut manifester lui aussi devant la DT mais nous ne savons pas quand.

Entre temps l'intersyndicale suspend l'occupation prévue...

2ème épisode :

- lundi 8 décembre, un tract nous parvient, diffusé aux Ouvriers forestiers par FO qui appelle à l'occupation de la DT le 11 décembre. « Nous resterons le temps qu'il faudra (casse-croûte, sac de couchage...) »

Explicitement dirigé contre le mouvement de grève de l'intersyndicale fonctionnaire, il annonce des licenciements d'ouvriers en se trompant au passage dans l'addition. « 21 licenciements programmés...11 ouvriers forestiers avant Noël... 12 autres licenciements programmés à la rentrée (CDD et CDI) ».

« Venez avec les V.U. ONF, nous ferons un cortège pour nous rendre à la DT ».

Tiens, ils ont le droit, eux .

3ème épisode

Jeudi 11 décembre : Une soixantaine d'ouvriers (*) venus avec les véhicules et le matériel de travail manifestent devant la DT et sont reçus par le directeur de l'Agence travaux ainsi que par le DT. Ils ne sont pas plus nombreux car la CGT ainsi que de nombreux ouvriers refusent de cautionner un mouvement qui essaie de briser la grève des fonctionnaires et qui sent vraiment mauvais.

4ème épisode

Le DT et le Directeur de l'agence travaux promettent de renouveler 5 CDD qui venaient à échéance et de créer un CDI.

Mieux, un CDD ira occuper le poste de notre regretté Pierre JOLY et un autre CDD sera affecté au bureau d'étude Nord Franche-Comté. Une prime de 150 euros est versée aux ouvriers.

La direction territoriale aurait-elle pris la grave décision d'inciter les ouvriers forestiers à manifester leur hostilité envers les fonctionnaires pour faire échouer l'occupation et/ou pour briser le boycott des programmes de travaux ?



(*) 60 comptés par nous, 100 selon la Direction.